

L'U2P alarme sur les conséquences dramatiques d'un prolongement des fermetures administratives

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 20.12.62

Paris, 11 décembre 2020

Contacts presse

Jean-Côme Delerue
01 47 63 31 31
06 77 64 40 78
jcdelerue@u2p-france.fr

Oscar Dassetto
01 47 63 31 31
06 73 19 57 64
odassetto@u2p-france.fr

PAGE 1 SUR 1

L'U2P est l'une des trois grandes organisations patronales françaises. Elle représente 3 millions d'entreprises, soit les 2/3 des entreprises françaises et réunit 5 organisations qui représentent ces catégories d'entreprises : la CAPEB (bâtiment), la CGAD (alimentation et hôtellerie restauration), la CNAMS (fabrication et services), l'UNAPL (professions libérales), et la CNATP (travaux publics et paysage).

2 entreprises sur 3 menacées de fermeture définitive

En soutien aux organisations professionnelles de l'hôtellerie et de la restauration, l'U2P qui représente 3 millions d'entreprises de proximité, alerte les pouvoirs publics sur la situation catastrophique qu'affronte tout le secteur, en passe d'atteindre le point de non-retour.

En effet, le GNI et l'UMIH révélaient récemment que la crise pourrait entraîner **la fermeture de 2 établissements sur 3 dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.**

*« Si nous attendons le 20 janvier, comme annoncé par le Gouvernement, nous risquons d'avoir beaucoup de disparitions d'entreprises, **alerte Laurent Munerot, Président de l'U2P.** N'oublions pas que le danger qui plane sur ces entreprises, vitales à l'économie et à la culture de notre pays, plane aussi sur l'ensemble de l'économie de proximité. Il y a également un réel danger humain derrière ces fermetures : les chefs d'entreprise sont en détresse, et chaque jour qui passe empire la situation. », rajoute-t-il.*

La fermeture de ces entreprises entraînerait ainsi une réaction en chaîne catastrophique. Commerces et services de proximité, fournisseurs, artisans, agriculteurs... : des milliers d'entreprises, victimes collatérales de la crise, seraient directement impactées par ces fermetures définitives. **Un problème culturel se poserait également** : comment imaginer faire de 2021 l'année de la Gastronomie comme le souhaite le Premier Ministre Jean Castex, si plus d'un établissement sur deux se voit contraint de fermer ses portes ?

Solidaire des organisations professionnelles du secteur, l'U2P appelle le Gouvernement à trouver, en concertation avec les organisations représentatives et dans un cadre sanitaire sûr, des solutions pour une réouverture au plus vite.

« Pendant que les restaurants ont été fermés, la restauration collective dans les écoles ou entreprises est quant à elle restée ouverte : cela montre que des solutions peuvent être trouvées ensemble pour garantir une ouverture, et ainsi éviter la mort de milliers d'entreprises. », commente Laurent Munerot.

L'U2P réclame également une amélioration du dispositif d'aide mis en place : si le Gouvernement a garanti un renforcement des aides à hauteur 10 000 euros ou une indemnisation de 20 % du chiffre d'affaires mensuel, via le fonds de solidarité, **ces aides doivent s'appliquer à compter du mois de novembre, mois qui a été complètement impacté par le reconfinement.**

« Mises bout à bout, les périodes de fermetures administratives des cafés et restaurants avoisinent les 6 mois sur 2020 – sans parler des hôtels, sans touristes depuis mars dernier : c'est la moitié d'une année sans chiffre d'affaires pour ces entreprises ! Malgré les aides mises en place, l'Etat est loin de compenser ce manque à gagner, sans parler des charges fixes. Nous demandons un accompagnement encore plus poussé de ces entreprises – il en va de leur survie. », conclut Laurent Munerot.